

La répression dans les rues de Barcelone, c'est le véritable visage de l'Union européenne

La garde civile défonçant à coups de bélier l'entrée des bureaux de vote et arrachant les urnes des mains de scrutateurs pacifiques ; des centaines de citoyens, de jeunes, de personnes âgées, et même d'enfants, brutalisés, frappés, blessés : la violence déchaînée par le gouvernement Rajoy contre le peuple catalan, ce 1^{er} octobre, confirme, à qui en douterait, que les institutions de la monarchie espagnole sont bien l'héritage de la dictature franquiste.

Une sainte alliance de tous les dirigeants européens – ceux de la Commission de Bruxelles et les chefs des différents gouvernements, à commencer par Macron – s'est nouée en défense de Rajoy et de la monarchie franquiste.

Ceux-là mêmes qui, d'ordinaire, s'affirment partisans du suffrage universel ; ceux-là mêmes qui, comme Macron, prétendent être légitimes après avoir recueilli à peine 15 % des suffrages des électeurs au premier tour de l'élection présidentielle ; ceux-là, confrontés à un peuple qui, pour une fois, a la possibilité de saisir le bulletin de vote pour exprimer sa volonté, décrètent que tous les moyens sont bons pour faire taire le peuple catalan.

L'interdiction de voter quand il s'agit de voter pour déterminer librement son avenir, c'est le véritable visage de l'Union européenne.

À tous ceux qui, depuis des décennies, prétendent que l'Union européenne est un rempart de la démocratie et de la paix, les peuples et les travailleurs d'Europe sont en droit de dire : la violence de la répression déchaînée dans les rues de la Catalogne ce 1^{er} octobre, voilà le véritable visage de votre « Union européenne ».

Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique, tous les travailleurs et tous les peuples d'Europe ont un même intérêt : que la démocratie soit respectée. Tous les travailleurs et tous les peuples d'Europe ont le même intérêt : que la Catalogne puisse décider de son propre avenir.

Nous ne nous joindrons pas à ceux qui demandent à Macron qu'il intervienne en médiateur ! Comme si Macron ne soutenait pas publiquement Rajoy !

Comme si le sort de la Catalogne pouvait se décider à Paris !

Ce n'est pas la médiation de Macron ou d'autres qui va résoudre la question posée en Catalogne. Le respect de la démocratie, c'est le droit du peuple à décider librement de son avenir (y compris à décider de se séparer ou non).

À ceux qui prétendent que le peuple catalan doit rester uni aux autres peuples de l'État espagnol et, au-delà, aux peuples de toute l'Europe, les travailleurs et les jeunes sont en droit de rétorquer : oui, l'union libre et fraternelle des travailleurs et des peuples est une nécessité ; mais, précisément, une union ne peut être libre que si toutes ses composantes ont la liberté de s'unir et de se désunir. L'union libre ne peut être imposée.

Partisan de l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, le POID élève la plus énergique protestation contre la répression qui frappe les travailleurs et le peuple de Catalogne. Il est solidaire de leur volonté de décider par eux-mêmes de leur avenir.

Que les institutions de l'Union européenne rejoignent celles de la monarchie franquiste dans un même front dressé contre le droit du peuple catalan à décider de son avenir n'a rien pour étonner : ces institutions sont un rempart de défense des capitalistes et des spéculateurs.

Ceux qui s'opposent au droit du peuple catalan à décider de son avenir bafouent la démocratie dont ils se réclament.

Que chacun en soit conscient : c'est l'oppression du peuple de Catalogne et la répression qui le frappe aujourd'hui qui poussent à la rupture et à l'indépendance.

À l'inverse, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit de décider librement de s'unir ou de se désunir qui permet et permettra la libre union des travailleurs et des peuples de l'État espagnol et, au-delà, de toute l'Europe.

- **Halte à la répression !**
- **Liberté de choisir pour le peuple de Catalogne !**
- **Rupture avec les institutions de la monarchie franquiste, de l'Union européenne et de la V^e République !**